



Pierre Ménat, Dix questions sur l'Europe post-covidienne, entre défiance et puissance, Ed. L'Harmattan et Ed. Pepper, 2020, 98 p.

Après le livre France cherche Europe désespérément, publié en 2019, Pierre Ménat nous propose, en 2020, une analyse de l'Europe post-covidienne qu'il place entre défiance et puissance. Son expérience professionnelle justifie largement son étude. En effet, il a été le directeur Europe au ministère des affaires étrangères de 2002 à 2004, mais aussi ambassadeur de France en Roumanie de 1997 à 2002, en Pologne de 2004 à 2007, en Tunisie de 2009 à 2011 et aux Pays-Bas de 2011 à 2014, sans oublier sa fonction de conseiller pour les affaires européennes auprès du président Chirac. Il a eu plusieurs fois l'occasion de bien connaître justement les questions européennes.

Comment percevoir le rôle de l'Union européenne face à une des crises les plus graves de son histoire, cette pandémie de la Covid 19 ? L'auteur considère que globalement l'Union montre, à cette occasion, ses potentialités, mais aussi ses faiblesses. Son étude se pose dix questions sur l'Union d'aujourd'hui. Il ne s'agit pas ici de reprendre chacune des questions posées. Mais ces questions montrent que Pierre Ménat s'efforce de replacer ce moment de crise sanitaire face à toutes les caractéristiques de l'Union. Cela rend son étude à la fois très sérieuse et souvent très convaincante.

« Confiance à l'intérieur, puissance dans le monde, voilà bien les deux défis européens qui sont au cœur des dix questions sur l'Europe post-covidienne. »¹ C'est de cette manière que l'auteur place ses réflexions sur l'avenir de l'Union européenne.

Notre monde est devenu, pour lui, anxiogène, de plusieurs façons. Par exemple, sur le plan démographique, en 2050, l'Europe ne représentera plus que 6% de la population mondiale alors que les autres continents continueront leur croissance. En Europe, on constate la crise des idées, le développement des peurs, accéléré par les réseaux sociaux qui rendent les crises plus inquiétantes et provoquent la méfiance des individus envers la communication officielle et favorisent le complotisme. La peur de l'avenir de la part des classes les plus modestes s'accroît, cela crée les revendications comme celles des gilets jaunes très éloignés des élites. Alors que la sécularisation augmente, dans beaucoup d'Etats européens, de nouvelles pratiques religieuses se développent notamment avec la montée de l'Islam et surtout avec des formes radicales. Et pourtant, l'Europe est la première zone mondiale de prospérité et la première puissance économique mondiale. Elle peut faire face aux nouveaux enjeux. Mais, ce n'est toujours pas compris par beaucoup d'européens, pour l'auteur, même de nombreux intellectuels qui optent plus pour le déclinisme, le défaitisme ou le souverainisme national.

L'auteur s'efforce de démonter d'autres contre-vérités. Le Brexit est un choix historiquement logique de la part du Royaume uni qui n'a jamais été attiré par la confection d'une Europe politique. Il n'a pas entraîné d'autres envies de quitter le projet d'intégration. Il y aura toujours besoin d'une relation forte entre le Royaume-Uni et l'Union sur les affaires étrangères et la défense. La souveraineté des Etats n'est pas mise à mal par l'Union surtout avec la répartition des compétences voulue par le traité de Lisbonne.

¹ p.15

L'Union européenne n'est pas vraiment ultra-libérale. Cela a été certifié en partie par la lutte contre la pandémie.

Dans d'autres domaines, l'Union européenne est le bon niveau pour l'efficacité de l'action même si des évolutions sont parfois nécessaires. Pour relever le défi climatique, l'Europe a raison de vouloir affirmer ses ambitions avec son pacte vert, car elle est le bon niveau de décision. Mais, elle doit vraiment convaincre les autres continents d'aller dans le sens des accords de Paris sur cette question. La zone euro doit être mieux gouvernée avec une Banque centrale européenne aux compétences élargies, mais aussi un Parlement de la zone euro. L'Union européenne doit mieux montrer la place et le rôle de la citoyenneté européenne.

Il faut, peut-être, aussi rechercher un nouveau modèle institutionnel pour une Union politique et de sécurité. Il propose de s'inspirer à nouveau du Plan Fouchet de 1961 proposé par le Général de Gaulle. Ce plan un peu oublié proposait d'aller vers une politique étrangère commune et une politique de défense commune. Cela supposerait un nouveau traité entre les Etats qui le souhaiteraient. Ce choix pourrait alors justifier une souveraineté européenne.

Cet essai est riche d'analyses et de propositions pour suggérer comment on pourrait passer de la défiance à la puissance par de nouvelles étapes du processus d'intégration européenne.

Henri Oberdorff

Professeur émérite de l'Université de Grenoble-Alpes

Président de l'UPEG

le 16 février 2021